

Le poumon de la planète sous bonne surveillance

Partage international n° 281 - Février 2012

Interview de Atossa Soltani par Jason Francis

L'ONG Amazon Watch, basée à San Francisco, a été fondée en 1996. La forêt amazonienne est la plus grande forêt tropicale du monde et celle qui possède la plus grande diversité biologique. Aussi grande que treize fois la France, elle s'étend sur neuf pays. Atossa Soltani est fondatrice et directrice générale d'Amazon Watch. Jason Francis l'a interviewée pour Partage international.

Partage international : *Pourquoi la préservation de la forêt amazonienne est-elle si importante ?*

Atossa Soltani : La forêt tropicale amazonienne est essentielle pour la stabilité du climat mondial. Elle régule le temps qu'il fait, le régime des pluies, non seulement en Amérique du Sud, mais pour l'ensemble de la planète. On peut dire qu'elle est à la fois le moteur du système météorologique mondial, la machine à faire pleuvoir et le poumon de la planète. L'Amazonie est l'élément fondamental qui permet la maintenance de la vie sur Terre.

Les quelque sept milliards d'habitants de la planète sont entièrement dépendants de l'Amazonie et de son bon fonctionnement. On estime qu'elle abrite 30 à 50 % de toutes les espèces de plantes et d'animaux de la planète. Beaucoup de ces plantes ont un intérêt thérapeutique, mais à ce jour, moins d'un pour cent d'entre elles a été étudié. On fonde de grands espoirs sur ces plantes pour trouver des remèdes à des maladies comme le cancer, le diabète et le sida.

PI. *Quels sont les objectifs d'Amazon Watch ?*

AS. Nous travaillons en partenariat avec les peuples indigènes de l'Amazonie pour faire valoir leurs droits et promouvoir la protection de l'environnement. Les populations locales ont été les gardiens efficaces de la forêt pendant des millénaires. Elles sont aux avant-postes de la bataille pour la protection de l'Amazonie et nous devons être à leurs côtés. Leur mode de vie, leur culture et leurs connaissances ancestrales sont autant de leçons pour apprendre à vivre en équilibre avec la nature.

Nous faisons campagne pour que soit reconnu le droit à la terre et à l'autodétermination de ces peuples, pour un développement écologique durable

de cette région, pour faire établir la responsabilité des grandes entreprises industrielles qui y travaillent, et pour que le monde entier connaisse la valeur et l'importance tant de la forêt tropicale amazonienne que des savoirs des peuples qui y vivent.

Les grandes entreprises sont responsables de la destruction de la forêt et de la pollution de l'eau. Nous travaillons sur des programmes pour soutenir les initiatives des peuples indigènes qui veulent protéger leurs terres, et pour réorienter les investissements publics des énergies destructives et des mégaprojets vers le développement durable. Au cœur de notre mission il y a la conviction que les peuples indigènes ont des droits et qu'ils rendent service à toute l'humanité. Nous avons beaucoup à apprendre de leur combat et de leur sagesse. Et nous perdrons beaucoup s'ils perdaient leur terre, leurs forêts et leur culture. S'ils disparaissent, toute l'Amazonie disparaîtra.

Personnellement, j'ai été très inspirée par ce milieu extraordinaire qu'est la forêt amazonienne depuis toute petite. Je n'ai jamais cessé de penser qu'elle est un enjeu fondamental pour la planète. Je travaille depuis plus de vingt ans pour faire cesser la déforestation et protéger l'Amazonie et ses habitants.

Déforestation

PI. *Quel est le taux actuel de déforestation de l'Amazonie ?*

AS. La déforestation n'est même pas mesurée. Nous n'avons des données que pour l'Amazonie brésilienne. Il est donc difficile de faire une évaluation globale. Nous savons que des pays comme l'Equateur ont des taux très élevés de déforestation. Soixante pour cent de l'Amazonie se trouve au Brésil : certaines années la déforestation peut y atteindre un territoire de la taille de la Belgique, ou même davantage. Cela fluctue, mais on peut dire que sur les quarante à cinquante dernières années nous avons perdu environ 20 % de la couverture forestière du bassin amazonien. Un autre 20 % a été suffisamment dégradé pour que ses fonctions écologique et hydrologique soient perturbées. Nous menons un combat contre la montre. Le point de non retour se situe autour de 40 à 50 % de déforestation. A ce moment, l'Amazonie ne remplira plus son travail de régulation hydrologique de la planète. Nous n'en sommes pas loin. Selon certains, on pourrait l'atteindre en moins de dix ans.

PI. *Quelles sont les causes de la déforestation et de la profanation de l'Amazonie ?*

AS. Le plus souvent, la déforestation se produit le long des routes qui sont ouvertes pour accéder aux sites d'exploration gazière et pétrolière, et bien sûr aux sites d'extraction du bois de construction. On installe des pipelines, et puis les routes attirent les gens des villes à la recherche de terres à exploiter, et aussi des braconniers. Tout projet agricole (plantation de soja, d'huile de palme) ou d'élevage entraîne la colonisation et la déforestation des terres. Et il y a aussi la construction des grands barrages qui inondent des milliers de kilomètres carrés de terres.

Le barrage de Belo Monte

PI. *Parlez-nous du barrage de Belo Monte qui doit être construit sur la rivière Xingu dans l'Etat du Para au Brésil.*

AS. Ce sera le 3^e plus grand barrage au monde avec une capacité de production de 11 000 mégawatts. En réalité, il en produira probablement seulement 3 500 à 4 500 à cause des fluctuations du niveau de la rivière entre la saison humide et la saison sèche. Le barrage détruira la rivière Xingu sur 100 kilomètres, ce qui aura un impact énorme sur les populations riveraines, les peuples indigènes, les pêcheurs et les paysans. Le barrage inondera 600 kilomètres carrés de terres, y compris une partie de la ville d'Altamira, où l'on devra déplacer entre 25 000 et 40 000 personnes.

Les communautés locales sont opposées au barrage, donc il va y avoir un conflit social. Quelque 100 000 travailleurs arrivent à Altamira pour chercher du travail sur le barrage. Cela va doubler la population de la ville, faire exploser le crime, et poser de graves problèmes d'assainissement et d'approvisionnement en nourriture. Cela va aussi promouvoir la spéculation sur la terre.

Des institutions scientifiques de la région estiment qu'en raison de l'afflux de travailleurs migrants, ce barrage pourrait en réalité entraîner la déforestation de 5 000 kilomètres carrés au Para, qui a déjà le taux le plus élevé de déforestation au Brésil, et aussi le taux le plus élevé de criminalité, en particulier contre les militants de la forêt, les syndicalistes et les ouvriers agricoles.

Ce projet est très lourd pour l'environnement, les populations, et il est totalement inutile. En effet, le Brésil possède de nombreuses alternatives pour faire face à ses besoins en énergie.

PI. *D'où viennent les fonds qui financent le barrage ?*

AS. Le barrage de Belo Monte est un vieux projet de la dictature brésilienne de la fin des années 1980. Dans un premier temps, une forte opposition avait réussi à le stopper. Il devait être financé par la

Banque mondiale, mais celle-ci s'est retirée du projet.

Aujourd'hui, la Banque nationale de développement brésilienne finance à plus de 80 %. Il faut préciser que trois autres barrages sont en projet sur la Xingu et une soixantaine d'autres barrages dans toute l'Amazonie brésilienne pour les vingt prochaines années. Pour la plupart, ils seront financés par le gouvernement brésilien. Voilà un détournement abusif de l'argent public pour des projets qui entraîneront appauvrissement, crime, déforestation et désintégration culturelle. Tout cela pour produire une électricité qui pourrait être produite par d'autres moyens.

Un « Tchernobyl amazonien »

PI. *Parlez-nous de ce que certains ont appelé le « Tchernobyl amazonien » ?*

AS. C'est une expression qui a été utilisée pour se référer aux zones contaminées et dévastées par la compagnie Chevron (autrefois Texaco). A la fin des années 1960 ils ont découvert du pétrole au nord-est de l'Amazonie équatorienne. En utilisant une méthode de forage interdite dans la plupart des autres parties du monde, la compagnie a laissé se répandre dans les rivières des millions de litres d'eau toxique et de pétrole brut, dans une zone où vivent cinq tribus indigènes. Trente mille communautés agricoles rurales en ont été affectées. Toute la zone a été dévastée.

La compagnie a abandonné l'exploitation dans les années 1990 et est partie en laissant derrière elle une immense zone contaminée. On a maintenant une grave crise de santé publique. Un taux élevé de cancer, des malformations chez les nouveau-nés, des problèmes de peau et toutes sortes de maladies liées à la pollution due aux hydrocarbures. Chevron a refusé de nettoyer la zone et s'est battu bec et ongles lors d'un procès à l'issue duquel, en février 2011, une cour équatorienne l'a reconnue coupable. Elle devrait payer plus de 9,5 milliards de dollars pour nettoyer et remettre la région en état. Chevron a fait appel mais nous espérons qu'au final la justice prévaudra et que Chevron devra assumer ses responsabilités.

Une « campagne pour nettoyer l'Equateur »

PI. *Amazon Watch a lancé une « campagne pour nettoyer l'Equateur ». De quoi s'agit-il ?*

AS. Lorsque Chevron a acheté Texaco, en 2001, Amazon Watch a lancé une campagne pour que Chevron soit reconnu responsable de la pollution de l'Equateur. Nous ne sommes pas les plaignants mais nous collaborons avec eux. Le procès est un recours collectif intenté par 30 000 villageois indigènes et *campesinos*. Il dure depuis dix-sept ou dix-huit ans.

Nous aidons les communautés locales à faire entendre leur voix auprès des responsables de Chevron. On fait aussi en sorte que les investisseurs qui choisissent de placer leur argent dans Chevron sachent ce que fait cette compagnie. La campagne a aussi touché des centaines de milliers de personnes du monde entier qui ont signé des lettres et des pétitions pour nous soutenir. Avec la *Campagne pour nettoyer l'Equateur*, nous demandons que Chevron assume ses responsabilités, nettoie les sols et les eaux contaminés, et indemnise les communautés locales pour tous ceux qui sont morts ou souffrent de maladies ; nous voulons aussi qu'elle apporte une aide médicale à la région et de l'eau potable aux communautés affectées.

PI. *Pourquoi les gouvernements ne protègent-ils pas la forêt amazonienne de la dégradation et de la profanation, et ne défendent-ils pas les droits des peuples indigènes face à l'exploitation ?*

AS. Les gouvernements de ces pays - comme le Pérou, la Colombie et le Brésil - ont eux-mêmes des sociétés pétrolières et d'électricité publiques. Ces sociétés, avec leurs ministères de tutelle, ont des partenariats avec des sociétés privées pour exploiter les ressources de l'Amazonie. Et donc, les gouvernements, au lieu de jouer le rôle de régulateurs environnementaux et de défenseurs des droits de l'homme, se trouvent du côté des exploiters.

Bien sûr, il y a des lois. Dans tous les pays d'Amérique latine, les gouvernements ont inscrit dans leur constitution les droits des peuples indigènes à disposer de leurs terres et de leurs propres ressources, et leur droit à l'autodétermination. Mais la plupart de ces gouvernements n'ont pas mis en place les moyens légaux et réglementaires pour faire appliquer ces garanties constitutionnelles. Leurs systèmes juridiques ne fonctionnent pas et ils n'ont pas la logistique nécessaire pour surveiller les énormes territoires de l'Amazonie.

En outre, comme je l'ai mentionné, les gouvernements ont eux-mêmes des intérêts dans l'extraction rapide des ressources naturelles. Il y a là un conflit d'intérêts majeur qui fait que les peuples indigènes sont opposés aux intérêts économiques de grandes entreprises qui contrôlent elles-mêmes les gouvernements.

PI. *Et comment pouvez-vous aider les peuples indigènes à faire valoir leurs droits ?*

AS. Notre stratégie principale est de renforcer les organisations locales existantes, de favoriser l'éclosion de leaders parmi elles, et d'aider les peuples indigènes à mieux défendre leurs droits, par des formations et l'apport de diverses ressources. On

renforce leur organisation interne, et on leur apprend à aborder les grandes sociétés multinationales et les institutions financières internationales comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Je me souviens, au début de notre mouvement vers la fin des années 1990, nous aidions les leaders indigènes à ouvrir des comptes de courrier électronique ; on leur apprenait à utiliser Internet, à faire des recherches et envoyer des courriels depuis la ville la plus proche de leur village dans la jungle. Aujourd'hui, le travail de ces organisations est incroyablement sophistiqué ; grâce à Internet, elles sont reliées les unes aux autres, mais aussi avec tous les gens qui les soutiennent dans le monde entier. Elles peuvent s'inspirer et se servir d'exemple mutuellement. C'est vraiment passionnant. Les peuples indigènes sont devenus une force en Amérique latine. Ils ont renversé des gouvernements et se sont imposés dans la politique de leurs pays respectifs. Ils ont forcé des gouvernements à changer la loi et dans quelques cas, par la résistance non violente, ils ont réussi à faire stopper des projets industriels et expulser des sociétés. Ils sont une force avec laquelle il faut compter.

PI. *Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?*

AS. J'encourage les gens du monde entier, même s'ils vivent à des milliers de kilomètres des forêts amazoniennes, à regarder comment ils vivent - ce qu'ils mangent, l'énergie qu'ils consomment, comment ils placent leur argent, dans quelle banque ils ouvrent un compte - et à comprendre comment ces choix peuvent contribuer à perpétuer des modèles économiques qui détruisent nos écosystèmes.

Nous devons adopter une approche globale et nous demander « *D'où vient l'argent que je gagne ? Où va-t-il quand je consomme ? D'où provient ma nourriture ? En quoi ma façon de consommer, que ce soit de l'énergie ou des vêtements, affecte-t-elle le reste du monde ?* »

Il faut même aller plus loin. Réduire notre consommation et l'orienter vers des produits qui ne détruisent pas l'environnement - acheter local, cultiver soi-même notre nourriture -, et réduire notre consommation d'énergie. On peut aussi militer dans des associations qui soutiennent les peuples en difficulté. Il nous faut agir maintenant parce que l'avenir de nos enfants dépend de ce que nous ferons aujourd'hui. Cela vaut pour l'Amazonie et les forêts tropicales partout autour de la planète, mais aussi pour la pêche, les océans, le climat. Et cela vaut pour la démocratie et la justice.

Le moment est venu de créer un mouvement mondial de solidarité pour trouver des solutions globales à tous ces problèmes. Le temps presse. Les dix années

qui viennent seront décisives ; elles vont définir l'état de notre planète pour les mille prochaines années.

Informations : www.amazonwatch.org

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : [environnement](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()